

Baromètre du développement durable en PACA

Liste des questions: édition 2010-2015



Commune :
Code postal : Code INSEE :
Nombre d'habitants : Superficie :
Communauté de communes :
Nombre d'habitants :



Objectif du questionnaire:

Ce questionnaire a pour objectif de permettre aux communes de la région PACA de se situer dans leur prise en compte du développement durable et solidaire au regard de 118 questions.

Il permet aux communes de mettre en avant certaines de leurs pratiques et apporte des éléments de réflexion afin d'engager d'autres actions, tout en créant un échange entre la commune et les citoyens.

Le questionnaire doit être rempli, si possible, avec le maire ou son représentant et un ou plusieurs représentants d'associations locales.

Quelques remarques préalables:

Ce questionnaire n'est qu'une première étape.

L'idée n'est pas de faire "un contrôle" mais plutôt à l'occasion de ces questions, de mesurer ensemble tous les aspects possibles du développement durable en se situant dans une dynamique. Cette globalité, difficile à appréhender, est vue **sous l'angle incitatif**.

Les questions sembleront parfois anodines, parfois complexes, parfois trop généralistes, parfois trop spécialisées. C'est le nombre de questions - 118 - et le barème des points attribués à chaque question, qui permettront de dégager une image du développement durable sur le territoire de la communes.

Le Baromètre est destiné à mettre en valeur les pratiques d'un territoire sur lequel interviennent différentes collectivités avec différentes compétences : Communes, Département, Région, Etat...

Le questionnaire est très largement perfectible. Nous comptons sur la collaboration des élus pour l'améliorer.

Les réponses attendues sont OUI ou NON.

Il est possible de ne pas se prononcer (cocher NSP) mais cela apparaîtra sur le site internet. Répondre NON peut paraître frustrant lorsque la commune a déjà fait d'importants efforts, qui pourraient justifier un oui à 70%. Cocher la case NON, c'est se réserver une marge de progression pour la prochaine évaluation.

Lorsque la question porte sur une sensibilisation ou une incitation, la réponse OUI implique une réalité à destination de toute la commune.

Lorsque la question porte sur un soutien, la réponse OUI implique un réel engagement : financement, mise à disposition de matériel, de personnel ou de locaux.

Il est possible de formuler des remarques à la suite de chaque question.

Retrouvez le baromètre du développement aux adresses suivantes :

www.urvn.fr et <http://www.barometredudeveloppementdurable.org>

Les réponses au questionnaire sont à renvoyer à l'URVN : 60 rue St Ferréol 13001 MARSEILLE (tel 04 91 33 44 02)

Il est possible de formuler des questions que l'élu aurait souhaité que l'on pose. Cela donne à l'élu la possibilité de valoriser des pratiques locales. Certaines questions ainsi posées viendront enrichir la prochaine version du questionnaire. Noter ces questions en dernière page de la grille des réponses.

Les partenaires du Baromètre du développement durable en PACA :





Thème de l'économie

ACHATS DURABLES

1 La commune s'intéresse-t-elle aux conditions de fabrication et de transport de ses achats ?									
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :			
Que les achats de la commune soient locaux ou qu'ils proviennent de l'étranger, la commune doit se poser la question des conditions sociales et environnementales de la production et de transport de ses achats (émission de gaz à effets de serre).							http://www.guide-topten.com		
<i>Le site internet de TOPTEN « Collectivité », dédié à la commande publique, propose un éco-comparateur de produits spécifiques au secteur public (écran d'ordinateur, ampoule, véhicule utilitaire, équipement de bureautique...), ainsi que de nombreux conseils pratiques pour l'intégration des clauses éthiques, sociales et environnementales dans un cahier des charges.</i>									
Commentaires :									
2 Votre commune intègre-t-elle des clauses sociales ou environnementales dans ses marchés publics ?									
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :			
Le Code français des marchés publics autorise l'introduction de dispositions visant à « promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ou à protéger l'environnement ». Illustrations : l'habillement des agents de collectivité doit être fabriqué dans des conditions de travail décentes et prévoir une rémunération équitable des travailleurs. Une commune peut décider également de n'acheter que du café issu du commerce équitable.							http://www.arpe-paca.org		
<i>Exemple : La ville d'Avignon La ville prévoit des conditions d'exécution par exemple dans le cadre d'un marché d'impression pour mettre en œuvre une démarche environnementale (utilisation de papier recyclé) ou intègre des critères environnementaux notamment pour des marchés de produits d'entretien, auxquels les produits éco-labellisés peuvent répondre. Dans leurs marchés de travaux, ils imposent des prescriptions concernant par exemple le tri des déchets de chantier.</i>									
Commentaires :									
3 Votre commune a-t-elle exclu les produits OGM (produits végétaux et issus d'animaux nourris aux OGM) de ses restaurants collectifs ?									
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :			
Les plantes génétiquement modifiées (OGM) posent des questions non seulement en matière de protection de la santé et de l'environnement, mais également dans les domaines éthique et économique. Acheter non OGM, c'est encourager et soutenir les producteurs locaux engagés dans une démarche éthique et de qualité.							http://www.greenpeace.org/france/#		
<i>Exemple : La commune de Correns (83) exclue les OGM de sa cantine scolaire.</i>									
Commentaires : Pour consommer sans OGM consulter le site :									

4	Votre commune intègre-t-elle régulièrement (au moins une fois par mois) des produits biologiques locaux dans ses restaurants collectifs ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Introduire des produits bio locaux dans les restaurants scolaires c'est favoriser le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des paysages et du bien être animal. En favorisant des produits locaux, la commune contribue à relocaliser son économie agricole et agro-alimentaire et ses emplois.								http://bio-provence.org/spip.php?article274 http://www.unplusbio.org/	
<i>Exemple : La Communauté de Communes de l'Embrunais propose du pain et un produit bio une fois par semaine : soit un fruit, une entrée (légumes), un produit laitier ou une viande.</i>									
								Pour en savoir plus contacter Unplusbio :	
Commentaires :									

5	Votre commune a-t-elle équipé son parc informatique de logiciels libres de bureautique ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Un logiciel libre est un logiciel dont la licence dite libre donne à chacun le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier, de dupliquer et de donner le logiciel.									
Commentaires :									

INCITATION A LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ACTEURS ECONOMIQUES

6	Votre commune mène-t-elle des actions sur la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
La R esponsabilité S ociale et E nvironnementale des entreprises signifie qu'une entreprise qui souhaite s'inscrire dans cette démarche doit intégrer des préoccupations sociales, environnementales et économiques dans ses activités mais aussi dans les relations qu'elle entretient avec ses parties prenantes.								http://www.orse.org/fr/home/index.html	
								En savoir plus sur le site de l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises:	
Commentaires :									

7	Votre commune prend-elle en compte formellement des critères sociaux et environnementaux pour l'attribution des aides aux entreprises ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<i>Exemple : La Région Centre a revu récemment son mode d'attribution des aides économiques aux entreprises qui tient compte des volets environnemental et social.</i>									
Commentaires :									

8	Votre commune a-t-elle créé un prix, ou toute autre forme de valorisation, pour les initiatives provenant d'une entreprise s'inscrivant dans une logique de développement durable ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Soutenir, promouvoir, communiquer sur les efforts et les initiatives locales et soutenables qui ont été menées par des entreprises du territoire c'est sensibiliser les habitants à la possibilité de dynamiser le territoire et de créer de l'emploi dans une logique durable et soutenable. Il s'agit de créer une émulation entre les entreprises du territoire et créer des synergies en partageant les expériences.							
<i>Commentaires :</i>							

9	Lors des chantiers de construction/démolition ou d'aménagements urbains, imposez vous un cahier des charges en termes de gestion des déchets, de consommation d'eau et d'énergie, d'intégration paysagère et de protection des arbres existants ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Les Chantiers Verts ont pour but principal de gérer les nuisances environnementales engendrées par les différentes activités liées au chantier, leur objectif est de mieux identifier les enjeux liés aux questionnements environnementaux sur les chantiers et de mettre en évidence des solutions tant techniques qu'organisationnelles pour y répondre. <i>Exemple :</i> Réhabilitation du bâtiment Laennec à la ZAC du Petit Arbois (Aix en Provence) - chantier vert pilote en PACA. Les critères retenus étaient les suivants : le tri sélectif, la réduction des nuisances sonores, la gestion des fluides polluants et des poussières.							http://www.chantiervert.fr
<i>Commentaires :</i>							

10	Votre commune incite-t-elle la valorisation des déchets entre entreprises ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Une commune peut mettre à la disposition des entreprises des bennes/containers pour faciliter le ramassage des déchets spécifiques par une autre entreprise.							
<i>Le site internet Valodi propose de mettre en relation les producteurs de déchets industriels et les utilisateurs potentiels en vue d'une valorisation des déchets sur l'ensemble de la région sud-est de la France.</i>							www.valodi.com
<i>Commentaires :</i>							

11	Trouve t-on des informations sur le tourisme durable dans l'office du tourisme de votre commune?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Exemple : la Communauté de Commune d'Aubagne et de l'Etoile participe à une démarche pilote initiée par l'association Citoyen de la Terre : la démarche Eveil-Tourisme-Territoire dans laquelle 7 professionnels du tourisme s'engagent dans des démarches responsables.							http://www.citoyensdelaterre.org/plugins/fckeditor/UserFiles/File/Colloque%20EVEIL2009/Diaporama-CitoyensdeLaTerre.pdf
<i>Commentaires :</i>							

12	Votre commune aide-t-elle financièrement ou matériellement à l'installation d'agriculteurs "Bio" ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
L'objectif est d'augmenter l'offre de production biologique locale. <i>Exemple : Sur les terrains municipaux (réserve foncière), la commune de Sigoyer a mis en place une chèvrerie.</i>							
<i>Commentaires :</i>							

13	Votre commune a-t-elle une Charte du tourisme durable pour les prestataires du tourisme sur votre territoire ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
<p>Compte tenu de l'importance grandissante du tourisme dans le tissu économique mondial, la Charte du tourisme durable rappelle que le développement touristique doit reposer sur des critères de durabilité ; il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales.</p> <p>Pour les stations de montagne, il existe la charte nationale en faveur du développement durable dans les stations de montagne. Cette charte réalisée par l'ADEME est un engagement volontaire par délibération du Conseil Municipal et constitue un nouveau schéma de gouvernance avec la création d'un Comité Local de Suivi de la Charte, représentatif et équilibré qui se réunit régulièrement.</p> <p>La charte vise à avoir une vision intégrée des enjeux de la station en prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'éco consommation d'eau et d'énergie - l'optimisation des transports - la sensibilisation à l'environnement - la gouvernance et la transparence en termes de fonctionnement. <p><i>Exemple : La station de ski Puy St Vincent est signataire de la charte (pour plus d'information voir éco-guide de l'association Mountain Riders)</i></p>							http://www.citoyensdelaterre.org http://www.mountain-riders.org/
<i>Commentaires :</i>							

SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

14	Votre commune finance-t-elle une association ou une entreprise en direction des personnes âgées dépendantes (centre d'hébergement, aide à domicile...)?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Soutien de la commune pour le maintien à domicile des personnes âgées.							
<i>Commentaires :</i>							

15	Votre commune soutient-elle l'implantation locale d'acteurs économiques s'impliquant dans le secteur de l'éco-habitat ou d'autres activités à vocation écologique ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : La commune de Peyrolles en Provence a soutenu l'installation de l'association LOUBATAS qui agit dans le domaine de l'éducation à l'environnement au sein d'un "Ecogîte" situé en pleine forêt, qui fonctionne à l'énergie solaire, et qui économise l'eau et l'énergie.</i>								http://www.loubatas.org	
Commentaires :									

16	Votre commune finance-t-elle ou soutient-elle matériellement une association pour l'insertion ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple urbain : Une règle de quartier regroupe des collectivités locales, des logeurs sociaux et des habitants. Elle se traduit par une activité économique qui favorise l'insertion sociale et professionnelle d'habitants en difficulté et l'émergence de nouveaux services.</i>								http://www.cnlrq.org/	
<i>Exemples : Avignon, Laragne, Mouans-Sartoux, Châteauneuf les Martigues ont un jardin biologique collectif à vocation d'insertion , développé avec le réseau Cocagne.</i>								http://www.reseaucocagne.asso.fr/ http://www.ville-emploi.asso.fr/	
Commentaires :									

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DYNAMISME DU TERRITOIRE

17	Votre commune a-t-elle identifié les activités économiques spécifiquement liés à son territoire ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Une entreprise peut être très fortement liée à un territoire par un environnement naturel (exemple du tourisme balnéaire, d'une filière AOC ou de la présence d'une matière première peu commune), par un environnement humain (main d'œuvre spécifique, savoir faire qualifié ou d'un pôle de recherche et d'innovation) ou dans sa forme économique (entreprise de l'économie social et solidaire). Cette territorialisation de l'économie est une force à entretenir pour la commune face aux risques de délocalisation.									
Commentaires :									

18	Votre commune finance-t-elle des moyens d'accompagnement des demandeurs d'emploi de son territoire, notamment pour les réorienter vers des formations ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : Point accueil emploi. Proposition de formation / accompagnement (comment rédiger CV, lettre de motivation)</i>									
Commentaires :									

19	Votre commune garantit-elle l'éligibilité à l'internet haut débit (ADSL) sur tout son territoire ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Il s'agit de permettre le développement d'activités en tout point du territoire, de dématérialiser au maximum les échanges, de réduire la fracture numérique...									
Commentaires :									

20	Votre commune favorise-t-elle les commerces de proximité par des mesures concrètes ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON		nsp		EPCI
						Pays ou autre, préciser :
<p>La proximité du service, la mixité sociale nécessitent le maintien dans les centres villes et centres bourgs de commerces et d'activités artisanales. La construction de grandes surfaces à la périphérie des villes fait mourir les petits commerces de centre ville. Ce modèle commercial par ailleurs favorise le tout automobile.</p> <p><i>Exemple :</i> - les Alpes de Haute Provence et les Hautes Alpes ont chacun créé un fond départemental d'aide à la modernisation qui a pour but de contribuer au maintien des services de proximité dans les communes de moins de 2000 habitants et de favoriser l'installation de commerces multiservices en milieu rural dans les communes de moins de 500 habitants.</p> <p>-Bistrot de Pays® est une démarche originale mobilisant des établissements (bistrot, cafés, restaurants...) dans un projet de pays. Le Bistrot de Pays® a pour but de contribuer à la conservation et à l'animation du tissu économique et social en milieu rural par le maintien d'un lieu de vie du village. La commune d'Entrevennes avec le bistrot "le Paradiso" est dans cette démarche.</p>						http://www.bistrotdepays.com/
<i>Commentaires :</i>						

21	Votre commune incite-t-elle les entreprises à mutualiser leurs moyens et à échanger leurs expériences afin de dynamiser le territoire et d'avoir une réflexion globale sur l'aménagement et le développement durable du territoire ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON		nsp		EPCI
						Pays ou autre, préciser :
<p><i>Exemple :</i> création d'espaces d'échanges, de concertation des chefs d'entreprises.</p>						
<i>Commentaires :</i>						

22	La commune sensibilise-t-elle ses habitants à la consommation de produits locaux ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON		nsp		EPCI
						Pays ou autre, préciser :
<p>La promotion des produits locaux permet de dynamiser l'économie locale mais aussi bien sûr de réduire la quantité d'émissions de gaz à effets de serre. Cela passe par le maintien des circuits courts et de proximité comme les marchés, les petits commerces, la vente directe à la ferme, les AMAP,...</p>						http://allianceprovence.org
<i>Commentaires :</i>						

23	Votre commune a-t-elle créé ou soutient-elle des commerces ou un marché de produits biologiques locaux ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON		nsp		EPCI
						Pays ou autre, préciser :
<p><i>Exemple du marché biologique du Cours Julien à Marseille tous les mercredi matin</i></p>						http://www.marseilleforum.com/133-marseille-marche-bio-du-cours-julien.htm
<i>Commentaires :</i>						

24	Votre commune incite-t-elle les particuliers à devenir producteur d'énergies renouvelables?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Eolien, solaire ...									
<i>Exemple : la Communauté du Pays d'Aix verse une prime de 350 euros aux particuliers qui installent un chauffe-eau solaire individuel et une prime de 500 euros à ceux qui optent pour un système solaire combiné chauffage et chauffe-eau.</i>									
Commentaires :									

25	Votre commune favorise-t-elle le développement de la filière bois-énergie ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Le bois est une énergie renouvelable qui permet de créer de l'emploi local, de valoriser les haies bocagères et de limiter les émissions de gaz à effets de serre. Il doit bien évidemment être produit sur place et dans le cadre d'une gestion durable de la ressource locale.									
<i>Exemple : la Communauté du Pays d'Aix en Provence finance 10% du coût de l'installation d'un appareil domestique de chauffage au bois énergie.</i>									
Commentaires :									

26	Votre commune sensibilise-t-elle et incite-t-elle au développement de l'habitat durable ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : la commune de St Martin du Var a mis en application dans son PLU l'article L128-1 du code de l'urbanisme qui permet un dépassement du COS (coefficient d'occupation du sol) dans la limite de 20% pour les constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable. Votre commune peut également mettre en place des aides pour soutenir les nouveaux métiers du bâtiment "durable".</i>									
http://www.toutnaturellement.fr/ecosites/ecosites.htm									
Commentaires :									



Thème de la solidarité

HABITER UN TERRITOIRE ENSEMBLE

27 Votre commune dispose-t-elle, via une société d'HLM ou autre organisme social, d'au moins 20% de logements sociaux sur son territoire ?OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Ceci est une obligation légale pour les communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et qui sont comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Pour les communes n'appartenant pas à cette catégorie, il leur revient de favoriser la mixité sociale.

Commentaires : **28** Lors de toute nouvelle construction collective, lotissement ou ZAC, votre commune réserve-t-elle des logements destinés au parc social ?OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Intégrer les logements sociaux au sein des lotissements doit favoriser la mixité sociale.

Exemple : (source INSEE 1999) en moyenne 12,8% est prévu dans la région PACA (Var et les Alpes Maritimes 8,9%, Bouches du Rhône 17,1%, Vaucluse 14,1%, Hautes Alpes 12,3% et Alpes de Hautes Provence 7,3%).

Commentaires : **29** Votre commune dispose-t-elle (ou peut-elle acquérir) de réserves foncières lui permettant de céder des terrains en dessous des prix du marché pour les primo-acquéreurs (primo-accédants) ?OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Les prix du foncier s'enflamment dans certaines communes. Maintenir un niveau de prix pour des catégories sociales modestes est essentiel pour générer une mixité sociale et dynamiser la vie locale.

Commentaires : **30** Votre commune favorise-t-elle l'occupation de logements vides ?OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

En modulant la taxe d'habitation par exemple.

Commentaires :

31	Votre commune favorise-t-elle des programmes d'habitats groupés ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Cohabitat Provence est une association loi 1901 dont l'objectif est de fédérer, dynamiser et mettre en oeuvre des projets d'habitat convivial, en Pays d'Aix dans un premier temps, puis dans la région PACA.								http://cohabitatprovence.fr/DOSSIER%20C-O-3.HABITAT%20A4.pdf www.cohabitatsolidaire.org	
<i>Commentaires :</i>									

32	Votre commune participe-t-elle à l'organisation d'au moins un chantier collectif annuel ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Les chantiers collectifs (ex : nettoyage de chemins - nettoyage de plages) favorisent le lien social autour de la préservation ou de la réhabilitation d'un espace du patrimoine collectif.									
<i>Commentaires :</i>									

EGALITE D'ACCES AUX SERVICES

33	Les habitants de votre commune ont-ils accès à des équipements publics sportifs et culturels, en transports en commun ou non motorisés, à moins de 20 minutes de chez eux ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Exemple : La commune de Mouans-Sartoux a prévu au sein de son PLU (en rapport avec sa démarche d'Agenda 21) de permettre aux citoyens d'accéder facilement au centre ville.									
<i>Commentaires :</i>									

34	Votre commune met-elle à disposition un espace pour les jeunes (foyer rural, MJC, MPT...) accessible en transports en commun ou non motorisés, à moins de 20 minutes de chez eux ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Commentaires :</i>									

35	Votre commune dispose-t-elle d'un espace public comprenant un accès gratuit aux nouvelles technologies (ADSL...) ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
L'accès au monde de l'information par internet est comme "une révolution". Il est donc important que tous y aient accès. Ce questionnaire existe parce qu'il sera consultable par tous sur le net.									
<i>Exemple : La commune de la Seyne sur Mer comporte la plus grande cyberbase de la Région PACA (ouverte en janvier 2007) sur la place Berthe. Une cyberbase est un espace multimédia ouvert au grand public comme aux associations. 45 ordinateurs connectés sur le web seront mis à disposition de la population. Le public pourra s'initier à la découverte d'internet grâce à la présence continue de 4 animateurs.</i>									
Commentaires :									

36	Votre commune a-t-elle mis en place un accueil de la petite enfance (crèche, halte garderie, assistantes maternelles...) ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Commentaires :									

37	Votre commune dispose-t-elle d'un système de gratuité ou de tarifs préférentiels des biens et services publics pour les personnes à revenus modestes ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
L'accès à la culture, au sport, à des services publics pour tous nécessite un aménagement des tarifs pour les personnes à revenus modestes.									
<i>Exemple : La commune d'Aubagne laisse des terrains de tennis et des stades de foot (Stade de la Botte) en libre accès. La commune de Gap a mis en place des transports urbains gratuits.</i>									
Commentaires :									

38	Votre commune soutient-elle activement une association locale d'entraide ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : société Eponyme, subventionnée par la commune d'Avignon pour le transport d'enfants handicapés.</i>									
Commentaires :									

39	Dans votre commune l'accessibilité à tous les bâtiments publics est-elle réalisée pour les personnes à mobilité réduite ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
La loi du 11 février 2005 oblige d'ici 2015, toutes les collectivités locales à adapter leurs bâtiments et transports publics aux personnes à mobilité réduite.									
Commentaires :									

40	L'accessibilité des transports publics est-elle adaptée pour les personnes à mobilité réduite dans votre commune ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Exemple : la ville de Marseille a aménagé quelque lignes de transport pour les rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite, le tramway quant à lui est 100% accessible.									
Commentaires :									

41	Votre commune dispose t-elle d'un nombre suffisant de médecins et auxiliaires médicaux?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Pour maintenir des médecins et auxiliaires médicaux dans les territoires, les communes peuvent voter des aides au titre du maintien et à la création des services nécessaires à la population en milieu rural (Les collectivités peuvent verser des aides directes sous forme de subvention ou d'aide à l'immobilier sur la base de l'aide économique : sur la base de l'art. L. 1511-2 et L. 1511-3 du CGCT). Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (pour les créateurs d'entreprise sur une période de 2 à 5 ans ; Loi n° 2005-157 du 23.2.2005 relative au développement des territoires ruraux (art. 9) et art.1383 A et C du CGI).									
Commentaires :									

42	Votre commune facilite-t-elle l'accès des enfants porteurs de handicap ou d'une problématique médicale spécifique dans les espaces publics de loisirs ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Exemple : L'association Tourisme et Handicap milite pour une labellisation des bâtiments et infrastructures ouverts à tous									
http://www.loisirs-pluriel.com/ http://www.tourisme-handicaps.org/									
Commentaires :									

DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL

43	Votre commune apporte-t-elle un soutien aux artistes et créateurs locaux ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Ce soutien peut être sous forme financière ou de mise à disposition de locaux ou de matériel. Ce soutien peut aussi être sous forme de communication (publicité) répétitive.									
Commentaires :									

44	Votre commune applique-t-elle la disposition légale dite « du 1 % artistique » (ou parfois « 1 % culturel » ou encore « 1 % décoratif ») instituant la création d'œuvres d'artistes-plasticiens actuels associés à la création architecturale publique ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Exemple : la ville de Marseille a respecté le 1% artistique (artiste japonais pour la mise en lumière du bâtiment) lors de la construction du bâtiment abritant les services des archives et de la bibliothèque départementale inaugurée le 1er juin 2006.									
http://bbf.enssib.fr									
Commentaires :									

45	Votre commune favorise-t-elle les liens entre artistes/créateurs et différents publics : jeunes, personnes âgées ? Favorise-t-elle leur intervention dans les écoles et maisons de retraite ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Commentaires :									

46	Votre commune organise-t-elle des événements ludiques / festifs / culturels dans le but de rassembler toutes les catégories de population de son territoire et de favoriser la mixité sociale et inter-générationnelle ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Exemple : organiser un repas de quartier - fête du quartier du panier à Marseille.									www.fetedupanier.org
Commentaires :									

APTITUDE D'ACCUEIL DE LA COMMUNE									
47	Votre commune favorise t-elle la mixité sociale dans sa politique de logement?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Commentaires :									

48	Votre commune mène-t-elle des actions d'intégration pour les migrants, travailleurs étrangers, réfugiés politiques, gens du voyage...?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
L'intégration des migrants passe par des actions très concrètes : cours d'alphabétisation, accompagnement administratif, mise à disposition de terrains...									
Exemples : Aménagement de terrain d'accueil des gens du voyage à Nice. Cinquante emplacements pour une capacité d'accueil d'une centaine de caravanes à raison de six individus par véhicule en moyenne, ce sont plus de 600 personnes qui peuvent désormais être accueillies sur le terrain réservé aux gens du voyage, situé près du stade des Arboras. 50 dessertes d'eau et d'électricité ont été installées sur cet immense parking de 14000 m2, ainsi que deux bâtiments sanitaires pour un total de 24 WC et 12 douches. Un accès a été prévu pour les personnes à mobilité réduite.									
Commentaires :									

49	Votre commune a-t-elle créé un espace de jardins familiaux ou de jardins collectifs ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Les jardins familiaux permettent de développer la vie sociale et sont de véritables poumons verts au sein des grandes villes. C'est aussi un formidable lieu d'éducation à l'environnement pour les enfants. Ils peuvent avoir un intérêt économique non négligeable. De plus jardiner c'est très bon pour la santé ! Il existe aussi la formule citadine dite des jardins partagés.									
Exemple : La ville d'Aix-en-Provence en partenariat avec l'Atelier de l'Environnement, a mis en place 41 parcelles de jardins familiaux dans le quartier de Jas de Bouffan, Petite Thumine, sous l'impulsion du CPlé.									
Commentaires :									

SOLIDARITE AU MONDE

50 Votre commune dispose-t-elle d'un budget dédié à la solidarité internationale, dans le cadre d'un jumelage ou d'une coopération avec des pays en voie de développement ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Commentaires :

51 Dans ses actions de solidarité internationale, la commune intègre-t-elle des préoccupations de développement durable ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Exemple : jumelages équitables

Commentaires :

52 Votre commune a-t-elle établi des liens formels avec les pays de la rive sud de la Méditerranée ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Exemple : la région PACA a développé des accords de coopération avec la région du Maroc Tanger - Tétouan.

Commentaires :

53 Votre commune organise-t-elle des événements culturels réguliers valorisant la culture locale, mais aussi les découvertes inter-culturelles ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Exemple : Marseille organise depuis 20 ans le festival international du documentaire

Commentaires :

EDUCATION INTERNATIONALE

54 Votre commune sensibilise-t-elle et incite-t-elle à la consommation de produits issus du commerce équitable et solidaire ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Une charte "Var équitable" a été signée par les communes de Correns, Sanary, La Valette, le Prado et La Garde, Belgentier, Néoules, Ollioules, Le Luc en Provence ;
Exemple de mesure : mise à la disposition des communes d'un modèle type d'appel d'offres qui permet de faire des achats citoyens.

<http://www.var-equitable.org>

Commentaires :

55 Votre commune finance-t-elle des projets d'éducation aux enfants du monde ?

OUI NON nsp EPCI Pays ou autre, préciser :

Exemple : Le label "Ville Amie des enfants" décerné à Aubagne par l'UNICEF.

<http://www.villesamiesdesenfants.com/>

Commentaires :



Thème de l'environnement

ECONOMIES D'EAU ET D'ENERGIE

56	Votre commune incite-t-elle la mise en place du photovoltaïque sans consommation d'espace?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Le développement des énergies renouvelables doit se faire en cohérence avec l'aménagement durable du territoire. Ainsi, l'installation de panneaux photovoltaïques doit être intégrée aux bâtiments (sur les toitures des grandes surfaces ou des parking, ou sur d'anciennes friches industrielles...) et non s'étaler sur des espaces naturels ou agricoles. Via son PLU la commune peut préciser les zones pressenties pour l'emplacement des énergies renouvelables.							
Commentaires :							
57	Votre commune s'est-elle fixée des objectifs en terme d'économie d'énergie et d'eau au sein de services dont elle a la charge (bâtiments municipaux, écoles, éclairage...)?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Un diagnostic approfondi des différents postes consommateurs d'énergie et d'eau permet de détecter les économies d'énergie potentielles. La réalisation d'un diagnostic énergétique est une étape préalable indispensable pour mettre en place des actions (programmation horaire des équipements) et des investissements efficaces et rentables. Pour information, la région PACA importe 90% de son énergie! http://www.led-fr.net							
Exemple : Grasse a installé des régulateurs d'eau sur les fontaines et a mis en place des variateurs de tension pour l'éclairage public.							
Commentaires :							
58	Votre commune a-t-elle élaboré un cahier des charges des éco-conditionnalités dans l'élaboration des projets immobiliers (particuliers, privés et bailleurs sociaux) sur son territoire ?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Inciter les particuliers à s'équiper d'installations qui permettront des économies d'énergies et d'eau est essentiel. Par exemple, les inciter à mettre en place des installations de récupération d'eau de pluie. De l'incitation à l'obligation : le pas est parfois difficile, certaines communes ont osé. Imposer chauffe-eau solaire, isolation renforcée et récupération des eaux de pluie est possible pour les nouveaux programmes de logements. http://www.display-campaign.org							
Exemple: le programme immobilier neuf du quartier St Roch à Nice qui était réalisé avec des caractéristiques "bio habitat".							
Commentaires :							
59	Votre commune incite-t-elle ses habitants à réaliser des diagnostics de leur consommation eau/énergie?						
OUI	NON	nsp		EPCI		Pays ou autre, préciser :	
Les espaces info-énergie couvrent désormais une large partie du territoire français. Ils ont pour mission principale l'information des citoyens sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables dans le but de faire comprendre à chacun qu'il peut, à son niveau, contribuer à cette politique d'économie. En savoir plus : Les points infos énergie en France. http://www2.ademe.fr/							
Commentaires :							

60	Votre commune a-t-elle un bâtiment public rénové ou conçu en Haute Qualité Environnementale (HQE) ou en basse consommation (BBC)?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
Le label Effinergie pour des bâtiments en basse consommation c'est 50kWh/m ² /an en neuf et 80kWh/m ² /an pour la rénovation. Voir le site Effinergie pour le référentiel précis suivant les régions et les constructions.							http://www.ademe.fr/entreprises/hqe/
<i>Exemple : la mairie de la ville de Correns a été restaurée en 2005 en HQE.</i>							http://www.effinergie.org/
<i>Commentaires :</i>							

61	La flore des espaces verts de votre commune est-elle adaptée au climat méditerranéen ou alpin (selon sa localisation)?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
<i>Exemple : la ville de Grasse a planté des plantes méditerranéennes.</i>							
<i>Commentaires :</i>							

62	Votre commune se préoccupe t-elle des conséquences de l'utilisation des canons à neiges sur sa ressource en eau? (pour les communes ayant des stations de ski) - Votre commune se préoccupe t-elle des économies d'eau lors du nettoyage de voirie? (pour les autres communes)						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
<i>Commentaires :</i>							

ENERGIES RENOUVELABLES

63	Les bâtiments publics de la commune utilisent-ils de manière significative des énergies renouvelables ?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
Chaudières à bois, éoliennes, panneaux solaires thermiques et/ou photovoltaïques, biomasse, géothermie... Il existe de multiples solutions désormais selon les besoins et les caractéristiques du territoire.							http://www.nicematin.com/ta/r%E9novation/142079/mougins-l-ecole-saint-martin-convertie-aux-energies-renouvelables
<i>Exemple : l'école St Martin de la ville de Mougins (06) est le troisième bâtiment public de la commune fonctionnant à l'énergie renouvelable (pose de panneaux solaires, installation d'éclairage régulé à maîtrise de consommation d'énergie et rénovation des réseaux d'eau chaude sanitaire.)</i>							
							En savoir plus : Le Comité de Liaison Energies Renouvelables http://www.cler.org/info/rubrique.php3?id_ru_brique=41
<i>Commentaires :</i>							

PROTECTION DU MILIEU NATUREL (terrestre, côtier et maritime) et du PATRIMOINE

64	Votre commune a-t-elle une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ? (ZPPAUP)									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<p>La ZPPAUP vient en complément des outils réglementaires de gestion des espaces de droit commun, cartes communales et plans d'occupation des sols (PLU), et permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier le patrimoine, les espaces publics et paysagers qui contribuent à la mémoire de la commune, • de déterminer un périmètre de protection adapté aux caractéristiques propres de ce patrimoine, • d'établir un document qui définit les objectifs de mise en valeur du patrimoine et les prescriptions et recommandations architecturales paysagères. 										
<i>Exemple : la commune de la Seyne sur Mer a classé sa corniche maritime en ZPPAUP.</i>										
<i>Commentaires :</i>										

65	Votre commune a-t-elle mis en place une protection des zones agricoles, zones naturelles, zones humides et du littoral, face à l'expansion urbaine ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<p>De plus en plus de personnes vivent en ville, cependant, cette urbanisation doit être intégrée à l'histoire et aux aménagements existants. Par ailleurs, les communes doivent pouvoir délimiter une ceinture verte au-delà de laquelle elles n'iront pas pour pouvoir laisser à l'agriculture et à la nature toute leur place.</p>										
<i>Commentaires :</i>										

66	Votre commune est-elle engagée dans la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières? (pour les communes littorales) ou de son ou ses cours d'eau (pour les autres communes)?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<i>Exemple : le contrat de baie de la rade de Toulon concilie les différents usages de la rade.</i>										
<i>Commentaires :</i>										

67	Votre commune a-t-elle mis en place des périmètres de protection des captages naturels ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<p>La protection des captages doit permettre d'éviter le dépôt de nitrates et de pesticides à proximité des captages. Les sols doivent donc être occupés avec de l'agriculture biologique pour faire en sorte que l'azote soit consommé dans l'espace agricole plutôt que de se retrouver dans l'eau.</p>										
<i>Commentaires :</i>										

68	Votre commune dispose-t-elle d'un inventaire récent et détaillé (faune flore) des milieux naturels et des corridors écologiques (terrestres, maritimes et côtiers) ?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
L'expression « corridor écologique » désigne un ou des milieux reliant fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, etc.). Ils sont des outils efficaces pour préserver la biodiversité du territoire.							http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr
							En savoir plus : Document de la Fédération des Parcs
<i>Commentaires :</i>							

69	La commune met-elle en œuvre une gestion durable de la forêt communale ?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
Une gestion durable de la forêt communale peut passer par la mise en œuvre d'un plan de gestion durable, par l'adhésion à une charte forestière de territoire.							
<i>Exemple : les communes de Rougon, Trigance, Comps sur Artuby, Le Bourquet, Brenon, Châteauvieux, la Martre, Bargème, La Bastide et la Roque Esclapon réunies au sein du SIVOM Artuby-Verdon ont construit une charte forestière de territoire afin de prendre en compte la forêt, sa gestion et les nouvelles demandes sociales qui y sont liées dans un projet de territoire.</i>							
<i>Commentaires :</i>							

70	Votre commune prend elle des mesures préventives quant à la problématique des espèces invasives?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
Des chantiers de lutte sont organisés par la Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN), contre certaines espèces végétales, selon différents modes d'intervention, autant dans un but de restauration du milieu que dans un but éducatif, pour que le public soit conscient de ce qu'un acte simplement inconsidéré peut engendrer comme efforts à déployer en aval avec parfois bien peu de résultats !							http://www.rrgma-paca.org/infos.asp?InNum=&ThNum=Th00000204
<i>Commentaires :</i>							

71	Votre commune a-t-elle fait l'acquisition ou fait acquérir des sites naturels disposant de caractéristiques naturelles particulières à des fins de protection ?						www.conservatoire-du-littoral.fr
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
<i>Commentaires :</i>							

72	Votre commune interdit-elle d'utiliser des pesticides sur les espaces communaux (espaces verts, voiries, cimetière, stade de foot...)?						
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		NON	nsp	EPCI	Pays ou autre, préciser :		
Les pesticides contribuent en grande partie à la pollution des eaux. Des solutions alternatives au désherbage chimique sont possibles. Il peut s'agir de désherbage thermique (par le feu ou la vapeur) ou mécanique (par la binette ou la balayeuse).							http://www.zeropesticide.org
<i>Exemple : Communauté de Communes des Sorgues, Ville de Cavailon, Ville de Vaison-la-Romaine.</i>							
<i>Commentaires :</i>							

73	Votre commune a-t-elle pris une délibération contre les semences d'OGM en plein champ ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	NON		nsp		EPCI	Pays ou autre, préciser :
Les plantes génétiquement modifiées (OGM) posent des questions non seulement en matière de protection de la santé et de l'environnement, mais également dans les domaines éthique et économique. S'opposer aux OGM, c'est préserver sur son territoire la biodiversité et les filières agricoles de qualité.						http://www.infoqgm.org/
<i>Exemple : La commune du Thors.</i>						
<i>Commentaires :</i>						

74	Votre commune favorise-t-elle les revêtements perméables lorsqu'il s'agit de construire un parking ou une voie de circulation ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	NON		nsp		EPCI	Pays ou autre, préciser :
Les grandes zones imperméables (parking) bouleversent le cycle de l'eau. Les surfaces perméables permettent l'infiltration des eaux de pluie et le remplissage des nappes phréatiques limitant les périodes de sécheresse.						
<i>Exemple: le village de Correns.</i>						
<i>Commentaires :</i>						

75	Votre commune soutient-elle (financièrement ou matériellement) des associations de protection de la nature et de l'environnement ou des associations d'éducation à l'environnement pour un développement durable?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	NON		nsp		EPCI	Pays ou autre, préciser :
<i>Exemple : la ville de Marseille subventionne différentes associations pour faire de l'éducation à l'environnement (UDVN13 - Naturoscope..)</i>						
<i>Commentaires :</i>						

GESTION DES DECHETS

76	Votre commune applique-t-elle une véritable politique de collecte sélective et de valorisation de ses déchets (au moins 3 filières collectées et valorisées)?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	NON		nsp		EPCI	Pays ou autre, préciser :
Différentes collectes en vue de la valorisation des déchets peuvent être organisées telles que : les déchets verts et organiques, verre, papier, carton, plastique, déchets d'équipement électrique et électronique ...						http://www.localtis.fr/cs/ContentServer?pageName=Mairie-conseils/MCExperience/Experience&cid=1245645219614
<i>Exemple : Depuis la rentrée 2004, le lycée technique Pierre-Gilles-de-Gennes à Digne (Alpes-de-Haute-Provence) produit du compost à partir des déchets de la cantine : en plus du tri habituel (papier, verre carton).</i>						
<i>Commentaires :</i>						

77	Le traitement des déchets de la commune se fait-il sur le département ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	NON		nsp		EPCI	Pays ou autre, préciser :
<i>Commentaires :</i>						

78	Les boues d'épuration sont-elles valorisées au plus près du lieu d'assainissement (moins de 50 Km) sans pour autant être incinérées ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
L'assainissement des eaux génère des boues. Ces résidus doivent être gérés et valorisés pour éviter leur exportation à des centaines de kilomètres ou leur incinération qui sont des aberrations écologiques.								http://www.varmatin.com/ta/%E9puration/145843/naissance-d-une-station-d-epuration-moderne	
exemple: la communauté de commune de la Vallée du Gapeau composte les boues de sa station d'épuration sur l'installation attenante qui les mélangera à des déchets verts afin d'être réutilisés comme compost.									
Commentaires :									

79	Votre commune dispose-t-elle d'une déchetterie accessible aux particuliers et aux entreprises?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Commentaires :									

80	Votre commune met-elle en place un plan de prévention des déchets (réduction des déchets à la source)						www.ademe.fr		
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Dans le domaine des déchets ménagers, la prévention s'étend à toutes les actions permettant de réduire les flux de déchets à la charge de la collectivité.									
Commentaires :									

REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE

81	Votre commune possède t-elle un plan de déplacement urbain ? (PDU)								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Exemples : - la ville de Nice - certaines communes créent des réseaux d'auto-partage ou mettent à disposition des vélos.								http://www.covoiturage.asso.fr/	
Commentaires :									

82	Votre commune développe-t-elle les rues et les espaces piétons ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Les zones piétonnes sont des endroits sécurisés pour les piétons et vélos. Ce sont des lieux relativement préservés de la pollution de l'air et de la pollution sonore. Ce sont des endroits dynamiques et créateurs de lien social qu'il est important de développer.									
Commentaires :									

83	Votre commune a-t-elle encouragé la mise en place d'un "pédibus" ou "vélobus"?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Un pédibus est un système de ramassage scolaire à pied. Ce système permet d'éviter les problèmes de congestion aux abords des écoles et les risques qui les accompagnent en plus d'être créateur de lien social et d'être bon pour la santé.									
<i>Exemple : Les communes de Salon de Provence et d'Aubagne ont mis en place un Pédibus.</i>									
<i>Commentaires :</i>									

84	Votre commune organise-t-elle ses aménagements de manière à favoriser les transports en commun (parking de co-voiturage, mise en liaison des transports en commun, ...) ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Pour contribuer à un ralentissement significatif du recours à l'automobile, des actions telles que: limitation de l'habitat diffus, particulièrement en milieu rural, soutien au co-usage des véhicules (plusieurs locataires pour un même véhicule), création de points de rencontre entre les différents modes de déplacements (pédestre, vélo, train, bus, taxis...)									
<i>Exemple : La ville d'Aix-en-Provence a mis en place un parking relais : le Krypton à 2 € par voiture la journée pour prendre un transport en commun.</i>									
<i>Commentaires :</i>									

85	Votre commune dispose-t-elle de pistes cyclables sécurisées, à savoir : à chaussée séparée ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<i>Exemple : la ville d'Apt.</i>									
<i>Commentaires :</i>									

86	La commune a-t-elle mis en place des espaces de stationnement pour les vélos à tous les endroits importants de la commune (mairie, cinéma, parcs de loisirs, salle de sport, salle communale...)?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
<i>Commentaires :</i>									

87	Votre commune a-t-elle adopté un plan climat pour limiter les gaz à effets de serre ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input checked="" type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="text"/>
Le Plan Climat incite fortement les collectivités territoriales à s'investir dans des Plans Climat Territoriaux (PCT) afin de contribuer à leur échelle, à la réduction des gaz à effet de serre (GES). Le Plan Climat Territorial doit permettre aux collectivités d'identifier sur leur territoire les principales activités responsables d'émissions de GES de façon à réduire leurs émissions.									
<i>exemple : la ville d'Aubagne a adopté un plan climat territorial.</i>									
<i>Commentaires :</i>									
http://www.effet-de-serre.gouv.fr/images/documents/PCT.pdf									

88	Votre commune favorise-t-elle la mise en place de plan de déplacement entreprise?											
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : la ville d'Aubagne a mis en place un plan de déplacement entreprise pour les salariés de la zone d'activité des Paluds.</i>												
<i>Commentaires :</i>												

GESTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

89	Votre commune communique-t-elle sur les risques naturels et technologiques auprès de ses habitants ?								www.cypres.org			
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : Le Cypres est une association qui diffuse de l'information sur les risques auprès du public.</i>												
<i>Commentaires :</i>												

90	Votre commune organise-t-elle des exercices avec la population pour prévenir les risques naturels et/ou technologiques ?											
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Commentaires :</i>												

91	Votre commune intègre-t-elle les risques au sein de son PLU ?											
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Commentaires :</i>												

NUISANCES ET POLLUTIONS

92	Votre commune intègre-t-elle des mesures anti-bruit dans le règlement de son PLU (notamment pour la construction et la réhabilitation de logements et plus généralement dans sa politique d'aménagement du territoire telle que la création de route) ?											
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>Commentaires :</i>												

93	Votre commune a-t-elle un Règlement Local de Publicité?							http://paysagesdefrance.org/
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<p>Il est possible d'adapter la réglementation nationale au contexte local par l'instauration d'un règlement local de publicité.</p> <p>Le maire peut ainsi prendre l'initiative de la création d'un règlement local de publicité (RLP) pour établir des règles plus restrictives que la réglementation nationale (densité, taille) et protéger certains secteurs où la publicité est très prégnante (entrées de ville, centre historique).</p> <p><i>Exemple : commune de Venelles.</i></p> <p><i>Commentaires :</i></p>								
94	Votre commune a-t-elle pris des mesures pour réduire la pollution lumineuse ?							
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<p>La prévention de la pollution lumineuse consiste à adapter la politique d'éclairage aux nécessités réelles.</p> <p>De telles politiques, mises en place dans des municipalités, peuvent contribuer à une économie d'énergie électrique et ainsi à la rentabilisation des moyens mis en place pour la lutte contre la pollution lumineuse.</p> <p><i>Exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la ville de Lille a ainsi fait 35 % d'économies en un an, tout en éclairant mieux, grâce à des lampes et luminaires plus "éco-performants" - la commune de Salon de Provence : des dispositifs de régulation de l'intensité sont également expérimentés actuellement. Cela consiste à réduire la puissance de l'éclairage pendant la nuit (23h00 à 6h00), ce qui est quasi imperceptible à l'œil et se traduit par 30% d'économie sur cette période. <p><i>Commentaires :</i></p>								
95	Votre commune consulte-t-elle les habitants sur le problème des nuisances électromagnétiques ?							http://www.robindestoits.org/
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<p>La commune peut organiser des débats publics avec les habitants et les opérateurs, et pourquoi pas signer conjointement une chartre sur l'installation des antennes relais de téléphonie mobile.</p> <p><i>Commentaires :</i></p>								
96	Votre commune communique-t-elle sur la qualité de l'air ?							www.atmopaca.org www.airfobep.org
OUI	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<p>La commune peut informer les habitants par le biais du bulletin municipal et/ou de son site Internet.</p> <p><i>Commentaires :</i></p>								



Thème des citoyennetés

DEMOCRATIE REPRESENTATIVE (information et consultation)

97	La date de votre Conseil Municipal et son ordre du jour sont-ils affichés au moins une semaine à l'avance et diffusés très largement (panneau d'affichage, journaux locaux et site internet de la mairie) ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Cela implique que la salle où se tient le Conseil Municipal soit adaptée et accueillante pour le public.									
Commentaires :									
98	Votre maire donne-t-il (elle) effectivement la possibilité aux citoyens de poser des questions lors du Conseil Municipal ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
La séance des questions est un outil pour préciser des choix, mais c'est aussi une prise en compte de points de vue parfois fort intéressants.									
Commentaires :									
99	Votre Maire diffuse-t-il (elle) largement les comptes rendus des Conseils Municipaux (journaux, site internet, lieux publics comme médiathèque..)?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Il existe un réseau « Agir pour un internet citoyen ».									
Commentaires :									
100	Votre commune organise-t-elle tous les deux ans des journées d'accueil des nouveaux arrivants ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
exemple : la ville de Salon de Provence.									
Commentaires :									
101	Dans votre commune, y a-t-il un élu en charge de la vie associative ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
La vie associative permet l'emploi, la reconnaissance des acquis pour les bénévoles.									
Commentaires :									
102	Votre commune organise-t-elle un forum annuel ou bisannuel des associations et une rencontre élus-associations à ce moment-là ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
C'est l'occasion d'un partenariat mairie-associations et d'un moment très convivial.									
Commentaires :									

103	La commune permet-elle une information très large pour la vie associative : panneaux d'affichage, pages dans le bulletin municipal, site internet de la mairie s'il existe?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Là aussi les bénévoles gagnent à pouvoir se former à ces outils de communication.										
Commentaires :										

104	Votre Maire n'a-t-il (elle) qu'un seul mandat électif ? (il n'est pas compté le mandat communautaire).									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Ceci est un choix, auquel nous sommes attentifs. Un maire très présent peut impulser une plus grande participation citoyenne.										
Commentaires :										

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE (concertation)

105	Les élus animent-ils, en présence des techniciens concernés, des commissions extra-communales où la participation et l'avis des acteurs économiques, associations et des citoyens concernés sont recherchés ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Il est bien sûr précieux que chaque élu anime une commission de sa compétence, où les techniciens concernés sont présents pour des échanges fructueux entre institution et citoyens, pour une élaboration d'actions à mener. Les agents de la commune doivent également être associés aux processus de démocratie participative.										
Commentaires :										

106	Votre commune a-t-elle mis en place un système de conseil de quartier ou conseil de village ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
La mise en place d'un espace pour les citoyens leur permet l'appropriation du développement local.										
<i>Exemple urbain : Marseille avec pour exemple le Conseil de quartier Château d'eau Lancry.</i>										
										www.participation-locale.fr www.conseil-citoyen.org
Commentaires :										

107	Votre commune mène-t-elle régulièrement des consultations publiques afin de connaître l'opinion de ses habitants sur des projets de territoire ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Adels est l'association de référence pour la démocratie participative et le développement local !										
										www.adels.org
Commentaires :										

108	Votre commune a-t-elle un Conseil de Jeunes (16-20 ans) et/ou un Conseil d'Enfants ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple: la Seyne sur Mer - Conseil Municipal des Jeunes.</i>									
<i>Commentaires :</i>									

109	Votre commune a-t-elle mis en place des réunions régulières de concertation entre les associations pour planifier les animations, les prêts de salles, l'information, mutualiser, réfléchir sur le bénévolat,etc ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
									www.aracej.asso.fr www.espacebenevolat.org
<i>Commentaires :</i>									

110	La commune a-t-elle un plan de formation à la conduite de réunion pour tous, élus, agents de l'administration, élus d'associations, citoyens ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Se réunir, trouver des objectifs communs, débattre, écouter, reformuler, trouver un consensus, des étapes, ...tout un programme !									
<i>Commentaires :</i>									

DEMOCRATIE CITOYENNE ET DEVELOPPEMENT DURABLE (co-construction)

111	La commune a-t-elle mis en place un temps de formation au développement durable pour tous les élus ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
Il est vital que les élus soient formés ensemble au développement durable pour qu'ils disposent d'une culture commune. Exemple : la commune de Brignoles.									
<i>Commentaires :</i>									

112	La commune a-t-elle un programme de formation au développement durable pour les agents de la collectivité territoriale ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Exemple : La commune d'Arles.</i>									www.arpe-paca.org
<i>Commentaires :</i>									

113	La commune encourage-t-elle les actions de sensibilisation et de formation au développement durable pour tous ?								
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<i>Commentaires :</i>									

114	La commune soutient-elle des actions de sensibilisation et de formation au Développement Durable ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<p>Actions menées par la commune directement ou soutien aux associations d'éducation à l'environnement.</p> <p><i>Il existe de multiples actions d'envergure nationale qui peuvent donner lieu à un événement local (quinzaine du commerce équitable, printemps bio, semaine du développement durable, salon eco-bio-équitable, et bien sûr les conférences films documentaires, soirées Café à thème etc.</i></p> <p><i>Exemples: financements de programmes éducatifs; participation au comité de pilotage d'un projet Eco-école.</i></p> <p>Commentaires :</p>										<p>www.agora21.org</p> <p>www.arpe-paca.org</p> <p>www.cnfpt.fr</p>
115	La commune possède-t-elle ou prévoit-elle un plan d'action en matière d'éducation à l'environnement et au développement durable ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<p>La commune établit un diagnostic d'éducation à l'environnement sur son territoire, et propose une stratégie en réponse à ce diagnostic avec un plan d'action correspondant.</p> <p>Commentaires :</p>										
116	Votre commune a-t-elle un adjoint en charge du développement durable ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<p>Une démarche transversale et globale est nécessaire pour mener à bien une dynamique de développement durable sur votre commune. L'existence d'un adjoint spécifiquement en charge de cette thématique est une garantie de cette approche globale et décloisonnée.</p> <p>Commentaires :</p>										
117	Votre commune est-elle adhérente à un réseau de promotion du développement durable ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<p>Ces réseaux existent du régional au mondial. C'est un processus collaboratif pour une gouvernance du monde respectueuse des humains et de la planète.</p> <p>Commentaires :</p>										
118	La commune s'est-elle engagée dans un Agenda 21 ?									
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	nsp	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Pays ou autre, préciser :	<input type="checkbox"/>
<p>L'Etat Français visait 500 Agendas 21 pour 2008.</p> <p><i>Exemple : La Communauté de Communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Communauté Urbaine Nice Côte d'Azur.</i></p> <p>Commentaires :</p>										<p>www.arpe-paca.org</p>

